

**POSITION DE COOP DE FRANCE  
dans le cadre de la  
CONSULTATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE  
SUR LES AIDES D'ETAT A L'INNOVATION**

La Commission entend mettre en oeuvre les objectifs définis par la Stratégie de Lisbonne en mars 2000, à savoir faire de l'Union européenne (UE) « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde* ».

Elle souhaite à cette fin privilégier une économie de marché fondée sur la « *libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux* » (art 3 du traité CE) et caractérisée par une concurrence saine entre les différents acteurs économiques des pays membres, qui ne saurait être faussée par des dispositions d'ordre national.

C'est dans le cadre des articles 87 et 88 du traité CE qui posent les dispositions applicables aux Etats en matière d'aides nationales, que la présente communication sur les aides d'Etat à l'innovation invite les acteurs intéressés à réagir aux propositions des services de la Commission dans le secteur de l'innovation.

COOP DE FRANCE est une organisation professionnelle qui représente les intérêts des coopératives agricoles en France.

Regroupant 3 500 entreprises industrielles et commerciales, 1 500 filiales, 13 000 coopératives d'utilisation de matériel agricole, et plus de 150 000 salariés directs, les coopératives agricoles sont des acteurs incontournables de l'industrie agroalimentaire qui se sentent particulièrement concernés par l'évolution des aides d'Etat à l'innovation et la direction vers laquelle souhaite s'orienter la Commission.

Selon leur statut, elles exercent des métiers d'approvisionnement, de collecte, de stockage, de première transformation et vente, ou de services. Très actives dans les activités agro-industrielles ou de transformation, elles détiennent 40 % de parts des marchés de l'agroalimentaire où elles sont présentes.

Leur chiffre d'affaire global annuel, incluant celui des filiales de droit commun est évalué à 77 milliards d'euros.

## **I/ INTRODUCTION.**

**Question 1)** *Selon vous, est-il judicieux de ne pas élaborer un encadrement distinct applicable à l'innovation? Pensez-vous que les nouvelles possibilités en matière d'aides d'Etat doivent cibler des activités spécifiques dans le domaine de l'innovation?*

**Considérant la grande diversité des secteurs à couvrir, COOP DE FRANCE considère qu'il serait particulièrement judicieux de mettre en place un encadrement spécifique des aides d'Etat à l'innovation. Ces règles devront pouvoir être adaptées selon le secteur dans lequel elles interviennent.**

Les coopératives agricoles sont à l'interface entre le monde de la production agricole et celui de la transformation. Les techniques agricoles sont en perpétuelle évolution et tant les coopératives que les agriculteurs doivent pour remplir leur fonction alimentaire se tenir au fait des nouveautés soit pour préserver l'environnement (matériel de traitement pour éviter les excès de déversement de produits, employer le matériel qui préserve le mieux le sol ou la végétation,...), soit pour conserver une compétitivité élevée (mécanisation de certaines tâches, machines toujours plus performantes...).

Ceci est particulièrement important pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) qui recherchent les outils les plus performants pour une utilisation intensive et soutenue, mais également pour les nombreuses coopératives qui mettent à disposition de leurs associés des machines coûteuses à l'amortissement difficile.

COOP DE FRANCE s'emploie à recommander les meilleures méthodes de culture aux coopératives et agriculteurs français. Celle-ci passe par l'innovation et l'investissement dans des techniques et matériaux modernes qui permettront de conserver une agriculture de qualité soucieuse tant de l'environnement que de la santé des consommateurs.

Chaque secteur a des besoins particuliers et contribue aux objectifs de la communauté de manière différente, notamment ceux de la Stratégie de Lisbonne. A ce titre il doit être possible de mener des politiques différentes selon le destinataire de l'aide et son secteur d'activité afin de conserver une flexibilité dans la répartition des aides publiques inhérente à leur efficacité.

COOP DE FRANCE souhaite que les caractéristiques et mécanismes propres aux coopératives soient des critères qui puissent entrer dans les conditions d'attribution des aides à l'innovation. Les coopératives ont une structure de fonds propres stable, grâce à leurs réserves impartageables, qui assure une certaine sécurité à ses adhérents mais ne permet pas d'avoir recours largement aux capitaux extérieurs ni de faire un appel à l'épargne publique si de grands projets sont envisagés.

COOP DE FRANCE envisage les aides comme un instrument de l'Etat pour atteindre des objectifs qui dépassent le seul intérêt économique de la société destinataire. Chaque entité juridique répond à des besoins et remplit des objectifs spécifiques qui correspondent dans des mesures différentes aux objectifs des pouvoirs publics. Cet aspect doit être pris en considération dans le versement des aides dès lors que leurs effets seront différents selon la structure de la société qui en bénéficie.

**Il semble alors nécessaire que le versement des aides puisse varier selon la forme sociale de leur destinataire et que la réglementation reste suffisamment souple pour permettre une adaptation des règles en ce sens selon les objectifs recherchés par les Etats membres.**

### **III/ LE CONTROLE DES AIDES D'ETAT A L'INNOVATION.**

**Question 2)** *Pensez-vous que les problèmes présentés en annexe et les défaillances du marché identifiées par la Commission comme freinant le processus*

*d'innovation soient corrects? Dans l'affirmative, pour quelles raisons? Dans la négative, pourquoi?*

COOP DE FRANCE est d'accord avec les causes et problèmes identifiés par la Commission. Il en relève par ailleurs dans le secteur des transports. Le dynamisme économique d'un territoire est étroitement lié aux infrastructures mises à la disposition des entreprises telles que les routes ou les voies ferrées. Aussi est-il primordial d'encourager les Etats à entretenir et aider à leur maintien qui permettra l'écoulement, l'approvisionnement et la distribution de produits dans de bonnes conditions et dans les meilleurs délais.

Comme le soulignent le conseil économique et social dans un avis de 2004<sup>1</sup>, la recommandation de la Commission de mars 2004 sur les coopératives, ou encore le Conseil dans la Stratégie de Lisbonne<sup>2</sup>, les coopératives peuvent contribuer par leur structure à pallier à certains des problèmes évoqués par la Commission et doivent pouvoir pour ce seul motif être soutenues.

**COOP DE FRANCE souligne également que le formalisme inhérent à la mise en place de chaque activité est un obstacle à l'innovation. Toute entreprise innovante est confrontée au respect de multiples procédures administratives qui sont source de coûts supplémentaires et de difficultés qu'elles ne peuvent pas toujours assumer.**

**Question 3)** *Les mesures décrites dans la présente communication prévoient l'application de critères ex ante aux fins de l'autorisation des aides d'Etat à l'innovation. Pensez-vous qu'une telle approche soit appropriée?*

**COOP DE FRANCE est défavorable à l'application de critères ex ante pour la mise en œuvre des aides d'Etat à l'innovation qui donneront lieu à un examen préalable à la mise en place du projet.** Il est indispensable de donner aux entreprises la possibilité d'agir rapidement sans attendre le respect des délais nécessaires à la Commission pour examiner le projet d'aide. Un contrôle *ex poste* semble plus approprié au dynamisme qui doit prévaloir dans le secteur de l'entrepreneuriat. Tout investissement doit être réalisé dans des délais les plus brefs possible et le processus décisionnel réduit à son minimum d'une part pour limiter la divulgation des projets et d'autre part pour s'émanciper des lenteurs administratives qui handicapent l'innovation.

COOP DE FRANCE constate que l'efficacité du contrôle a posteriori garantit le respect des règles du marché intérieur sans interférer avec les politiques d'entreprise et doit être appliqué en matière d'aides à l'innovation.

**Question 4)** *Les parties concernées sont invitées à fournir des preuves empiriques de l'opportunité d'une autorisation des aides d'Etat en faveur des grandes*

<sup>1</sup> Avis du 27.10.2004 sur la capacité d'adaptation des PME et des entreprises de l'économie sociale aux changements imposés par le dynamisme économique.

<sup>2</sup> Conclusions de la Présidence.

*entreprises, notamment au regard de l'objectif d'un développement de regroupements autour de pôles d'excellence dans l'UE.*

*Pensez-vous que la Commission devrait élaborer des règles ex ante autorisant l'octroi d'aides d'État à l'innovation aux grandes entreprises, ou êtes-vous d'avis que ce type d'aides devrait toujours faire l'objet d'une analyse plus stricte, au cas par cas, sur la base d'une notification à la Commission?*

**Dans le souci de préserver l'efficacité des décisions des sociétés, COOP DE FRANCE est favorable à l'élaboration de règles ex ante qui garantissent la transparence des normes appliquées par les institutions communautaires.** De plus, comme il est déjà évoqué à la question 3), une telle réglementation permet d'éviter le respect des délais inhérent à l'examen par la Commission de chaque aide individuelle. Cet examen attribuerait assurément à la Commission une importante charge de travail qui risquerait d'augmenter les délais de traitement de chaque affaire et aggraverait encore davantage le manque de dynamisme des sociétés communautaires.

*En ce qui concerne l'innovation (ou d'autres aides d'État), y a-t-il lieu d'établir une distinction entre les différentes catégories de grandes entreprises? Dans l'affirmative, sur la base de quels critères? Et à quelles fins?*

COOP DE FRANCE estime qu'il est nécessaire de distinguer les entreprises selon leur contribution à des objectifs d'intérêt général ou aux politiques menées par les pouvoirs publics tels que le maintien de l'emploi, le développement régional ou la protection des salariés. Comme le souligne le Comité économique et social, les entreprises de l'économie sociale, et particulièrement les coopératives agricoles, se caractérisent notamment par leur faible taux d'investissement externe, leur absence de cotation en bourse, la proximité des propriétaires-associés, le lien étroit avec le tissu local et l'absence de recherche systématique de profit. Alors qu'une entreprise classique cherche la maximisation de ses bénéfices, les coopératives agricoles sont en France soumises à l'obligation légale de respecter une série de principes tels que l'a-capitalisme, qui se traduit notamment par l'absence de partageabilité des réserves en cours de vie sociale, la règle de vote un homme/une voix, la territorialité, ou encore l'exclusivisme : elles sont au service de leurs membres.

COOP DE FRANCE souligne l'importance du principe de territorialité qui rattache une coopérative à un territoire. Toute aide accordée aux coopératives aura nécessairement des conséquences positives sur l'économie locale et communautaire, ce qui n'est ni assuré ni contrôlable pour les sociétés de capitaux, dans un contexte aujourd'hui favorable aux délocalisations et une recherche par les entreprises commerciales de profits rapides.

Cette garantie de développement régional doit pouvoir être prise en compte par les Etats.

**COOP DE FRANCE est favorable à la prise en considération des objectifs du projet et de ses conséquences sur l'intérêt général dans le versement des aides. Il semble en effet nécessaire de privilégier des innovations en matière d'environnement, de santé publique ou favorables à l'emploi.**

Dans ce cadre, le développement des énergies renouvelables et de la biomasse qui nécessitent énormément d'efforts et de recherche sont à privilégier. Il faut mentionner parmi les nouveautés déjà en vigueur aujourd'hui mais dont il faut encourager l'emploi les énergies de substitution au pétrole, notamment pour ce qui est du chauffage (par plaquette de bois ou par céréales), du carburant (bioéthanol à base d'amidon de maïs ou de blé, de betterave ou de pomme de terre pour les moteurs essence, et méthyliques d'huiles végétales à partir du tournesol, du soja ou du colza pour les moteur diesel). Il est également possible de produire des plastiques, des cosmétiques, ou des détergents à base de produits végétaux, qui sont donc biodégradables. L'innovation sur le traitement des déchets et effluents doit aussi être soutenue.

De même, il doit être favorisé les innovations en matière de traçabilité, de sécurité alimentaire, afin de privilégier davantage de sécurité en matière de santé et de sécurité publique et d'encourager des mécanismes nouveaux. Peuvent être mentionnés à titre d'exemple des procédures qui permettent d'améliorer encore les délais de retrait d'un produit identifié comme défaillant ou présentant un risque pour le consommateur.

Il est donc nécessaire de laisser aux Etats une certaine souplesse dans la possibilité de déterminer des priorités dans l'attribution des aides qui ne tiennent pas à la seule taille de leur destinataire.

**Question 5)** *Les personnes intéressées sont invitées à fournir des preuves empiriques de l'opportunité d'une autorisation des aides d'État en faveur de l'innovation non technologique, notamment dans les secteurs des services.*

COOP DE FRANCE représente les coopératives agricoles et au sein desquelles les coopératives d'insémination artificielle.

Les inséminateurs exercent une activité des service particulièrement importante pour la performance génétique animale, la survie des espèces et l'élevage. Cette activité repose à la fois sur une recherche des performances animales et sur l'activité d'insémination elle-même.

**Question 6)** *Les règles applicables aux aides d'État à l'innovation devraient-elles prévoir des primes régionales à des fins de cohésion? Devraient-elles varier en fonction de la situation géographique de la région, indépendamment des questions de cohésion?*

**COOP DE FRANCE est favorable à la prise en considération de la situation géographique du destinataire de l'aide.**

Les coopératives agricoles sont fréquemment situées dans des zones géographiques difficiles et les difficultés engendrées par ces situations doivent pouvoir être prises en compte afin d'encourager le maintien d'activités économiques dans des déjà régions souvent frappées par la désertification. Ces zones à handicaps naturels engendrent des coûts supplémentaires de logistique, transport, et doivent faire face à des difficultés d'approvisionnement du fait de leur éloignement. Il

faut entendre les surcoûts liés au transport lors de déplacement de marchandises ou les coûts additionnels dans certaines régions ultra périphériques liés à leur climat, leur relief, ou leur insularité.

Le maintien d'activités économiques dans ces régions est indispensable pour assurer la cohésion économique et sociale sur un territoire. La présence des coopératives agricoles garantit également la poursuite des activités agricoles et par conséquent contribue à la préservation de l'environnement. Par leurs activités, les coopératives sont souvent situées dans des régions difficiles et assurent la survie de nombreuses activités économiques qui leur sont liées ainsi que pour l'écoulement de la production des exploitations agricoles ou leur approvisionnement.

**COOP DE FRANCE se positionne donc en faveur d'une modulation du montant des aides selon la situation géographique de leur bénéficiaire afin de permettre la cohésion dans le versement des aides et de favoriser le maintien d'activités économiques dans les régions les plus défavorisées de notre territoire. Ces aides seront proportionnées au caractère désavantagé de la zone concernée.**

***Question 7)** Certaines catégories d'aides (telles que les allègements fiscaux, les prêts garantis ou les avances remboursables) sont-elles davantage adaptées à des situations et activités d'innovation spécifiques?*

Toutes les modalités d'aide doivent pouvoir être envisagées et utilisées, la diversité des situations étant grande.

### **III/ ENCOURAGER LA PRISE DE RISQUE ET L'EXPERIMENTATION.**

***Question 8)** Approuvez-vous les critères proposés aux fins de la définition des entreprises innovantes en phase de démarrage, l'approche consistant à ne pas définir les coûts admissibles, de même que les montants d'aide et les règles relatives au cumul? Selon vous, y a-t-il lieu d'établir des critères d'éligibilité différents pour les secteurs de haute technologie tels que la biotechnologie et le secteur pharmaceutique, qui se caractérisent par de longs délais de développement et de commercialisation des produits?*

COOP DE FRANCE approuve la nécessité de privilégier l'aide aux entreprises innovantes en phase de démarrage, mais regrette que les services de la Commission ne reprennent pas dans leur définition le seuil de 250 salariés retenu dans le guide pratique concernant la définition des PME du 11 avril 2005. Un maximum de 50 salariés serait susceptible d'encourager fortement les entreprises à limiter leur nombre de travailleurs et pourrait avoir l'effet de freiner le développement et l'agrandissement des petites entreprises.

**Une PME de 250 salariés reste une entreprise de taille limitée. L'innovation surtout technologique, peut requérir des moyens humains, techniques, financiers importants et surtout durables qui doit conduire à inclure une vision large de la notion de PME.**

COOP DE FRANCE est favorable à ce que tout projet qui remplit les critères posés par la Commission doit pouvoir accéder à l'aide sans considération de montants, même si un plafond doit être fixé par les institutions. Chaque secteur d'activité doit pouvoir être éligible en considération de la qualité de son projet et des bénéfices qui pourront en être tirés.

Il y a lieu cependant de prendre en compte les particularités de secteurs tels que la recherche qui se caractérisent par des investissements très lourds pour une rentabilité incertaine sur de longs délais. Ceux-ci doivent pouvoir être privilégiés dans l'attribution des aides et faire l'objet de seuils d'éligibilité différents.

Par exemple, la recherche en matière de progrès génétique pour l'insémination animale fait l'objet de programmes coûteux élaborés sur plusieurs générations des espèces concernées. Les enjeux à la fois éthiques, sanitaires et financiers imposent le respect de règles strictes, d'une sécurité irréprochable, et donc de délais particulièrement longs.

Il en va de même pour les recherches effectuées par le secteur vitivinicole dont l'objet est de découvrir de nouvelles saveurs ou techniques de fabrication afin d'améliorer la qualité de leur production et de découvrir de nouveaux marchés.

Des programmes de financement par des versements plus périodiques et étalés peuvent sembler davantage adaptés à ces domaines sensibles dont les enjeux financiers et de sécurité sanitaire ainsi que les risques sont extrêmement élevés.

COOP DE FRANCE est favorable à une hausse relative du seuil de durée d'existence comme critère principal pour les entreprises d'éligibilité aux aides. De tels investissements ne sont généralement pas effectués par des jeunes entreprises et il peut être opportun de permettre de poursuivre des versements quelques années supplémentaires dans des circonstances déterminées (programme qui n'a pas pu aboutir pour des circonstances exceptionnelles, conjoncture particulièrement défavorable,...).

**Question 9)** *Outre les règles proposées, des arguments empiriques démontrant la nécessité d'octroyer des aides d'État: i) aux jeunes entreprises, indépendamment du critère d'innovation, et ii) aux PME innovantes établies depuis plus de [5 ans], seront les bienvenus.*

COOP DE FRANCE souligne le manque de développement des PME sur la scène internationale. Un soutien de ces entreprises dans le sens de rapprochements entre PME de différents Etats membres peut être un facteur favorable à l'innovation. Il est important de privilégier les échanges entre entités économiques de plusieurs Etats membres afin de permettre une meilleure répartition des risques et un partage des coûts. Le statut de société coopérative européenne peut être une forme juridique adaptée de partenariat pour conduire ce type de projets.

Aussi serait-il envisageable de prévoir le versement d'aides aux rapprochements internationaux liées à la mise en place par les entreprises des différents Etats membres concernés d'un projet prévoyant une stratégie d'innovation.

Les petites entreprises ne disposent pas des moyens nécessaires pour s'orienter dans de telles orientations tant les obstacles légaux ou administratifs et les risques demeurent élevés. Des aides peuvent permettre de tels rapprochements.

**Question 10)** *Pensez-vous que d'autres catégories d'aides d'État, outre les aides consenties actuellement pour le capital-investissement, soient nécessaires pour aider les PME européennes à développer leurs activités au-delà de la phase de démarrage? Dans l'affirmative, quelles sont-elles?*

Le seul soutien des entreprises par la participation publique dans des fonds de capital-investissement ne semble ni suffisant ni garant du bon démarrage des jeunes entreprises.

COOP DE FRANCE est favorable à la mise en place d'aides à l'investissement des jeunes entreprises pour leur permettre non pas d'exister mais d'atteindre rapidement une dimension qui leur permettra de survivre dans un contexte économique aujourd'hui très ouvert à la mondialisation.

On doit encourager l'investissement, l'innovation, l'ouverture sur les marchés internationaux des entreprises nouvellement créées afin d'encourager le dynamisme économique et non la capitalisation des entreprises amenées à mettre leurs fonds en réserve dans les situations difficiles où l'investissement permettrait justement de relancer la compétitivité. Ces aides doivent permettre aux entreprises d'orienter leur production vers les secteurs les plus rentables et à plus forte valeur ajoutée.

COOP DE FRANCE est favorable à l'encouragement de la création de « grappes d'entreprise » afin de développer les entreprises autour de certains projets et de leur permettre de réaliser des économies d'échelle. Les coopératives agricoles peuvent s'intégrer dans de tels ensembles économiques. Le rapprochement d'entreprises autour d'un même projet est favorable à la réalisation d'économies d'échelle et facilite la recherche-développement inhérente à l'innovation.

**Question 11)** *Pensez-vous que ces dispositions produiraient les effets escomptés, à savoir encourager les PME à lancer des produits innovants sur le marché? Dans la négative, quelles modifications faudrait-il leur apporter?*

COOP DE FRANCE soutient les services de la Commission dans leur volonté d'aider les entreprises au delà de la création du premier prototype. S'il est en effet nécessaire de ne pas entraver la concurrence au sein du marché intérieur « *dans une mesure contraire à l'intérêt commun* », les aides à l'innovation ne peuvent avoir d'efficacité que si le processus de création arrive à son terme qui est la commercialisation d'un produit fini. La réalisation d'un prototype ou, dans le cas des coopératives productrices de semence d'une obtention végétale, ne peut suffire à présager du succès de la société dans son entreprise innovante. Il doit donc être prévu des procédures d'accompagnement pour assurer le succès de l'ensemble de l'opération telles que l'aide à l'emploi certaines catégories de personnels qui seraient nécessaires à l'utilisation industrielle du prototype.



COOP DE FRANCE estime que la volonté de limiter les aides aux seules innovations technologiques est trop restrictive : doivent pouvoir être incluses des aides à l'innovation en matière de création d'emplois en milieu rural.

Il paraît inapproprié de ne prendre en compte que la dimension de l'entreprise pour juger de l'opportunité de verser les aides sans autre considération de la situation de l'entreprise. La forme sociale de la société ou sa santé sont des facteurs qui doivent pouvoir être pris en considération. Une coopérative, quelle qu'en soit la taille, n'aura pas les facilités de financement dont dispose une société commerciale pour les motifs que nous avons déjà évoqué (variabilité du capital, territorialité, exclusivisme...) et remplira des objectifs qui dépassent la seule recherche de profit immédiat qui doivent pouvoir être pris en compte.

**Question 12)** *Existe-t-il des éléments de preuve indiquant que ces dispositions devraient être étendues aux grandes entreprises? Pensez-vous qu'une notification devrait être exigée pour les mesures prévoyant l'octroi de montants d'aide substantiels à des entreprises ou à des secteurs spécifiques? Dans l'affirmative, au-delà de quel montant? Quels éléments de preuve empiriques la Commission devrait-elle alors demander?*

Il semble préférable que la Commission se limite à exiger un document d'information de la mise en place de la mesure comme il existe aujourd'hui dans le cadre de procédures allégées, afin qu'elle puisse se tenir informée de l'évolution de l'aide tant auprès de l'Etat membre que de l'entreprise destinataire.

Les grandes entreprises devraient aussi pouvoir bénéficier de ces aides- dès lors que celles-ci leur sont utiles et qu'elles en rapportent la preuve.

#### **IV/ UN ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE FAVORABLE A L'INNOVATION.**

**Question 13)** *Quelle serait votre position concernant un soutien accordé spécifiquement à des intermédiaires en innovation qui fusionnent ou mettent en place une association momentanée en vue d'atteindre une taille critique dans un domaine technologique spécialisé? L'aide à l'investissement devrait-elle être autorisée dans ce contexte? Dans l'affirmative, à quelles conditions? Quelles autres mesures pourrait-on envisager?*

**COOP DE FRANCE est favorable au développement de l'activité de service des intermédiaires qui mettent des infrastructures coûteuses à la disposition de jeunes entreprises qui n'ont pas la base financière suffisante pour se lancer dans de tels investissements.**

Quelle que soit l'importance de ces entreprises, leur fonction ne peut être bénéfique aux entreprises que si elles ont un effet incitatif, elles doivent servir d'impulsion à la mise en œuvre de l'activité de la jeune société. Leurs activités dans des secteurs particuliers auront assurément une influence importante sur le dynamisme et les politiques d'innovation des entreprises. Les coopératives agricoles seraient notamment intéressées par de telles structures dans les secteurs alimentaires,

sanitaires, biotechnologiques, chimiques,...afin de découvrir de nouveaux débouchés industriels à la production agricole.

Il existe en France les « incubateurs » et le « Réseau de Développement Technologique » qui aident les entrepreneurs à s'installer et encouragent les PME à innover. Favorables au dynamisme économique et à la compétitivité, de telles initiatives doivent être encouragées afin de permettre aux entrepreneurs de réduire les risques inhérents à l'innovation. Ils permettent également d'augmenter le nombre d'acteurs sur un marché et par conséquent la concurrence. L'économie de marché peut en ce sens être favorable au consommateur qui pourra bénéficier de produits toujours plus performants, nouveaux, avec des caractéristiques particulières qui peuvent servir d'argument commercial (plastique à base de végétaux, biocarburant...).

Les aides à ces entreprises doivent être attachées à un objectif de résultat qui sera contrôlé par leur débiteur.

**Question 14)** *Existe-t-il des éléments tendant à montrer que les PME devraient bénéficier d'une aide également pour le recrutement d'autres catégories de personnel hautement qualifié?*

COOP DE FRANCE constate qu'une stratégie tournée vers l'innovation nécessite le travail d'une équipe composée d'un personnel compétent dans plusieurs secteurs complémentaires qui comprennent les diverses étapes de production d'un produit. L'élaboration d'une nouveauté fait notamment suite à une étude de marché réalisée par des économistes et à la mise en place d'une structure juridique encadrant le projet.

COOP DE FRANCE est donc favorable à une aide au recrutement de toute personne nécessaire à l'aboutissement du projet sans distinction de fonction dès lors que son utilité a été reconnue. De telles mesures peuvent permettre de prévenir un échec dû à une mauvaise conjoncture économique ou des difficultés d'ordre juridique ou logistique de nature à contrarier les projets effectués.

De même, il est nécessaire d'encourager l'emploi de personnels étudiants par des jeunes et petites entreprises afin d'une part de leur assurer une formation professionnelle de qualité, et d'autre part de bénéficier d'une main d'œuvre compétente dont la gestion est simplifiée par le recours à des contrats d'embauche plus souples.

**Question 15)** *La Commission devrait-elle adopter des règles spécifiques pour les cas où un chercheur décide de ne pas retourner dans son université d'origine ou si l'université n'a pas l'intention de le réintégrer?*

??

**Question 16)** *Quelle définition du regroupement/des activités de regroupement devrait-on adopter et quels critères devrait-on utiliser pour distinguer les regroupements de la catégorie plus vaste des intermédiaires en innovation ?*

COOP DE FRANCE relève comme principale différence entre les regroupements et les intermédiaires en innovation la personnalité juridique confiée à ces derniers, alors

que les regroupements d'entreprises tendent à des rapprochements d'entreprises, de centres de recherche et de pôles universitaires dont les activités sont complémentaires. Chaque entité y demeure autonome et conserve sa liberté de décision.

**Question 17)** *Pensez-vous que des aides d'État devraient être autorisées pour promouvoir les centres européens d'excellence ? Dans l'affirmative, quel type d'aides d'État, pour quelles raisons et dans quelles conditions ? Quelles autres mesures pourrait-on envisager ?*

**COOP DE FRANCE** est favorable à l'autorisation d'aides nationales pour la création des centres européens d'excellence. L'objectif est de leur permettre d'atteindre la dimension qui leur donnera une influence sur la scène internationale afin de réduire les risques et les coûts attachés à l'innovation. Ces pôles qui permettent de rassembler chercheurs, étudiants et entrepreneurs sont des instruments particulièrement intéressants pour développer l'activité au cœur d'une région.

Les coopératives agricoles s'inscrivent dans ces objectifs à travers le principe de territorialité. La création de pôles dans le secteur des biotechnologies avec le rapprochement de centres d'étude, permettra d'attirer les travailleurs spécialisés. Aussi pourrait-il être autorisé des mesures exonératoires d'impôts, des aides à l'investissement, des facilités d'emprunt ou de trésorerie, liées au développement régional...

**Question 18)** *D'autres critères doivent-ils être ajoutés pour éviter que les aides d'État soient fragmentées et pour encourager la concentration des ressources dans un nombre limité de pôles d'excellence ?*

**COOP DE FRANCE** est favorable à la mise en place de règles qui doivent permettre d'orienter la production et l'innovation dans certains secteurs. Les pôles d'excellence ne pourront avoir d'influence que dès lors qu'ils ne sont pas trop nombreux dans une même branche sur un territoire donné. Afin de renforcer la concentration géographique et de limiter la fragmentation des aides, il appartient à chaque Etat de déterminer la nécessité de créer de tels pôles dans des secteurs précis. Leur répartition sur le territoire doit être coordonnée avec la politique régionale nationale.

**Question 19)** *D'une manière plus générale, pensez-vous qu'il est nécessaire de prévoir des dispositions supplémentaires pour les infrastructures soutenant l'innovation (par exemple, dans le domaine de l'énergie, des transports, etc.) ?*

**COOP DE FRANCE** estime que les politiques tant d'innovation que de recherche et développement doivent être coordonnées avec les mesures en matière d'infrastructures. Il est en effet indiscutable que des moyens de communication tels que les voies ferrées, les voies navigables, ou encore les routes, sont étroitement liés

au dynamisme d'une région et plus particulièrement des entreprises qui y sont installées.

Un système performant d'accès à l'Internet Haut Débit doit également être accessible à toutes les zones rurales.

Les coopératives agricoles sont particulièrement attachées aux infrastructures mises à la disposition des usagers dès lors qu'elles sont amenées à transporter/ faire transporter de très grandes quantités de matières premières en respectant des règles strictes de conservation de produits à durée de vie brève (fruits, légumes, lait...etc) et particulièrement sensibles. Le développement de moyens de transports tels que le fret ou le transport fluvial sont de nature à favoriser les sociétés et les consommateurs. Les coopératives agricoles sont dans la plupart des cas dans des régions où des investissements dans de telles infrastructures ne sont pas nécessairement rentables et le regroupement d'entreprises est de nature à encourager ce phénomène.

COOP DE FRANCE considère qu'il est dans l'intérêt général de développer ces modes de transport pour soutenir les efforts des entreprises dès lors qu'ils permettront de réduire le nombre de camions sur les routes, rentabiliser des voies qui existent mais dont l'entretien n'est plus assuré et surtout de préserver l'environnement. Il est en effet évident qu'en considération des quantités transportées, le nombre de camions nécessaire pour se substituer à un train de céréales ou une péniche est considérable. La production de produits frais tels que les fruits et légumes qui doivent être rapidement livrés est également liée à l'existence d'un réseau rapide et important de communication.

**Dans le domaine de l'énergie, COOP DE FRANCE est favorable au développement des aides en faveur d'innovations ayant un impact reconnu sur l'environnement et la santé publique. Considérant le fort développement actuel des énergies renouvelables, des aides aux entreprises qui innovent dans de tels secteurs ou qui utilisent dans le cadre de leur politique d'innovation ces énergies, doivent être encouragées en considération des dépenses supplémentaires entraînées par de tels investissements.**

**Question 20)** *Pensez-vous que les grandes entreprises devraient pouvoir bénéficier d'aides d'État, notamment pour mettre en place des installations de recherche dans un pôle d'excellence européen ? La Commission devrait-elle essayer de mettre au point des critères spécifiques pour contrôler de telles aides ? Quelles données économiques devrait-on utiliser pour analyser la nécessité de telles aides d'État ?*

COOP DE FRANCE est favorable à l'ouverture des aides aux grandes entreprises dans le cadre des pôles d'excellence européens. En effet, ces entreprises disposent des moyens nécessaires pour investir dans des infrastructures et peuvent être avoir un effet levier favorable au développement de sociétés de dimension inférieure qui pourront bénéficier des moyens mis à leur disposition. En contre partie, les grandes entreprises pourront dans une certaine mesure bénéficier des innovations et recherches d'entreprises jeunes et souvent dynamiques.